

## **L'amitié turco-pakistanaise, messages à destination du monde musulman et des USA**

*par Nikolaos Raptopoulos\**

La diplomatie turque traverse, sans aucun doute, une période bien chargée. Ankara, la capitale turque, a accueilli en moins d'une semaine des personnalités importantes de la scène politique européenne, en l'occurrence le Président de la Commission Européenne Romano Prodi (16 janvier), et le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fisher (21 janvier).

Cependant, une autre visite officielle dans la capitale turque dans la même période est passée presque inaperçue. C'est la visite qu'a rendue le Président du Pakistan Perwez Mousharraf à son homologue turc Ahmet N. Sezer. Les deux pays, musulmans non-arabes, alliés cordiaux et stratégiques depuis des décennies, ont eu l'occasion, lors de cette visite, de confirmer leur partenariat et d'envoyer des messages en direction des pays musulmans et des USA.

La Turquie tout comme le Pakistan, deux pays avec une localisation géostratégique importante, avaient assumé durant la guerre froide un rôle clef au sein du CENTO (Central Treaty Organisation), qui consistait à la mise en œuvre du *containment policy* américain contre l'expansion soviétique vers le Sud<sup>1</sup>. La visite de Mousharraf en Turquie est intervenue à un moment assez important pour l'avenir des deux pays. Ankara et Islamabad, malgré le fait qu'ils n'ont pas de frontières communes, se considèrent comme des partenaires dans le combat contre l'instabilité politique et sécuritaire qui règne dans la région du Moyen-Orient depuis les attentats de 11 septembre 2001.

A l'heure actuelle, les deux pays partagent, indépendamment du fait qu'ils cultivent des relations amicales depuis longtemps, des soucis communs, à savoir l'activisme des islamistes radicaux, qui affecte leur projet sensible de la modernisation, ainsi que leurs rapports avec la Superpuissance. D'où la convergence des intérêts des deux Etats pour assurer une collaboration étroite.

Le gouvernement (pro)islamiste turque traverse un tournant dans ses relations avec les Etats-Unis et l'Union Européenne. Les relations turco-américaines ont traversé une sérieuse crise<sup>2</sup> durant la période mars-juillet 2003 lors de l'offensive contre l'Irak, crise qui a failli conduire à une rupture. Dès lors, le gouvernement turc poursuit depuis octobre 2003<sup>3</sup> des efforts pour améliorer

---

\* *Doctorant en Science Politique, orientation relations internationales, Université Catholique de Louvain.*

<sup>1</sup> Pakistan faisait également partie du SEATO (South East Asia Treaty Organisation).

<sup>2</sup> Voir BILLION, Didier, « Turquie : Le temps des grandes ambitions », *Politique Internationale*, N° 101, automne 2003, pp. 322-325.

<sup>3</sup> Le vote au Parlement turc (TBMM) concernant la mise des troupes à la disposition américaine.

ses relations diplomatiques<sup>4</sup>, qui restent néanmoins tendues à cause des soupçons d'un éventuel appui américain aux Kurdes en Irak. Les quatre attentats meurtriers, qui ont eu comme cible les alliés stratégiques de la Turquie en novembre dernier, ont mis le gouvernement Erdoğan en état d'alerte étant donné les efforts de l'AKP (le Parti de la justice et du développement) à démontrer la thèse de la fonctionnalité et la coexistence pacifique de l'Islam et de la démocratie en Turquie. Quant à ses relations avec l'Union Européenne, elles sont fortement marquées par l'objectif d'Ankara d'y adhérer. D'une part, elle poursuit des réformes de son système politico-juridique en espérant toujours un avis favorable pour entamer les négociations d'adhésion, et d'autre part, elle se montre prête à collaborer pour une solution à la question chypriote<sup>5</sup>. En somme, le gouvernement turc se soucie de démontrer une image flexible et démocratique tout en prenant ses distances par rapport à la mentalité autocratique qui a caractérisé les gouvernements antérieurs.

Quant au Pakistan, il continue à attirer l'attention de la communauté internationale depuis les opérations des alliés en Afghanistan (octobre 2001). Les découvertes des liens entre certains milieux islamiques du Pakistan et des réseaux radicaux internationaux ont laissé Islamabad sans options, l'obligeant à collaborer avec les Américains. Le Président pakistanais Mousharraf, arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat (1999), a obtenu le soutien populaire dans les élections organisées en octobre 2003. Il a pu mettre ainsi en place une réforme constitutionnelle grâce au compromis avec les Islamistes du *Muttakida Majlis-i Amal*. Lors du vote de confiance au parlement, qui a permis à Mousharraf de rester au pouvoir jusqu'à 2007, ceux-ci se sont montrés encore réticents à l'appuyer ouvertement, préférant un vote d'abstention. Cependant, si l'on en juge les deux tentatives d'assassinat contre Mousharraf en moins de deux semaines en décembre 2003, force est de constater que le Président semble ne pas jouir d'un soutien certain parmi les radicaux.

Au niveau bilatéral, M. Mousharraf en a profité pour réviser les relations politiques et économiques de son pays avec la Turquie. La révélation selon laquelle les militants turcs proches du réseau *Al-Qaïda* qui ont organisé les attentats en novembre passé étaient formés au Pakistan avait troublé les relations entre Ankara et Islamabad. Dès le premier jour de sa visite à Ankara, le

---

<sup>4</sup> Recep Tayip Erdogan, le Premier Ministre turc, est attendu à Washington pour une visite officielle fin janvier 2004.

<sup>5</sup> Les réformes législatives et la résolution du contentieux sur Chypre font parties des critères politiques (de Copenhague) que le pays doit accomplir. Ceux-ci sont explicitement cités parmi les priorités et objectifs politiques (à court terme) dans l'*Accession Partnership* (2001 et 2003). En ce qui concerne les réformes législatives, il existe des sérieuses réserves, comme en témoigne le *Rapport de progrès* (5 novembre 2003) de la Commission Européenne sur leur mise en oeuvre efficace. Ce qui aurait permis le développement d'une société démocratique conformément aux standards européens. Quant au problème chypriote, le 1 mai 2004 est la date limite pour l'adhésion du pays à l'UE. Dans le cas où les parties en conflit arriveraient à une solution avant cette date le pays sera réuni et libéré des disputes conflictuelles intra-communautaires où les pays garants, selon les Traités de Londres et de Zürich (1959-1960) - Royaume Uni, Grèce et Turquie - ont un rôle à jouer.

Président pakistanais s'est empressé de signer un accord de coopération contre le terrorisme entre les deux pays<sup>6</sup>.

Certes, les messages échangés à l'occasion de cette visite officielle ne se bornent pas à l'amitié turco-pakistanaise. Ils vont même au-delà. La communauté internationale avait exprimé à plusieurs reprises ses préoccupations quant à l'éventualité que des extrémistes mettent la main sur les armes nucléaires pakistanaises ou sur des informations sensibles. Lors de sa visite à Ankara, Mousharraf a saisi l'occasion pour lancer un appel au « djihad contre l'extrémisme », un appel pour un changement de régimes dans les pays musulmans. Mais ce faisant, M. Musharraf ne confirma-t-il pas son soutien au gouvernement turc ? Effectivement, le gouvernement d'AKP depuis le sommet de l'OCI (Organisation de la Conférence Islamique) à Téhéran en mai 2003, ne cesse de conseiller aux pays musulmans l'adoption d'un système politique qui assure la co-existence de la démocratie et de l'islam (le modèle turc).

Le Pakistan et la Turquie ont tenté de profiter au mieux de cette occasion diplomatique pour renforcer leur image tant sur la scène interne qu'internationale. Les deux pays, étant en accord avec les exigences de la superpuissance, ont confirmé leur engagement dans le combat contre le terrorisme et dans les efforts pour une démocratisation des pays musulmans. A travers ses rapports cordiaux avec la Turquie, qui assume le rôle de grand frère, Islamabad semble d'avoir visé à confirmer son allégeance à l'alliance qui a avec Washington. En outre, ayant flairé un risque d'isolement<sup>7</sup>, le pays semble au travers de cette action, avoir senti le besoin de réviser ses alliances internationales, à l'approche des pourparlers de réconciliation avec Inde.

Quant à Ankara, elle a eu l'occasion d'envoyer des messages sur deux plans. D'une part, elle a eu l'opportunité de confirmer, peu avant la visite officielle de Recep T. Erdoğan à Washington, sa proximité avec le monde musulman et de ce fait son utilité aux Américains dans leur combat contre les extrémistes. Et d'autre part, démontrer, sinon rappeler aux Européens - qui bientôt vont décider sur l'accord ou non d'une date pour le début des négociations en vue de l'adhésion du pays - le prestige d'Ankara qui va même au-delà des sous-systèmes régionaux dont elle fait partie, en Asie du Sud.

La situation au Moyen-Orient demeure fragile. La Turquie et le Pakistan se montrent assez enthousiastes pour jouer un rôle actif auprès du monde musulman. Ceci donne, toutefois, l'impression que des efforts concertés sont entrepris afin de réhabiliter, réformer et démocratiser certains pays du monde musulman, qui favorisent, ouvertement ou non, des mouvements extrémistes.

---

<sup>6</sup> *Milliyet*, 'Müşerref : Yaşasin kardeşlik, Türkiye evim' (Mousharraf : Vive l'amitié, la Turquie est ma maison), 21 janvier 2004.

<sup>7</sup> Il est fort intéressant de noter que l'Inde avait considérablement avancé dans ses relations bilatérales, outre Israël, avec la Turquie. Le Premier ministre indien rendra une visite officielle à la capitale turc en septembre 2003. Cette visite a forgé l'hypothèse qu'un axe trilatéral entre Inde, Israël et la Turquie contre le terrorisme et l'Islam radical, était bâti. D'après cette hypothèse, Pakistan occuperait une place entre les deux camps ou même plutôt dans le camp des pays qui favorisent les mouvements radicaux. Sur l'axe trilatéral voir : SINGH, Gajendra K., 'India and Turkey-Israel nexus', *South Asia Analysis Group*, Paper 802, 26 septembre 2003 ; BERMAN, Ilan, 'Israel, India, and Turkey: Triple Entente?', *Middle East Quarterly*, Vol. IX, No 4, Fall 2002.

En fin, comment ne pas tenir compte du fait que l'Iran, pays gouverné par les radicaux islamistes et soupçonné par les USA de développer et de détenir l'occupation des armes de destruction massive (nucléaires), est pris en tenaille entre la Turquie et le Pakistan? Il reste à évaluer dans un avenir proche si les efforts des deux pays à se rapprocher des Etats-Unis apportent les résultats escomptés et si leur message est reçu par le monde musulman.

*Louvain-la-Neuve, 26 janvier 2004*

\* \* \* \* \*